



## Conseil économique et social

Distr. générale  
8 juillet 2011  
Français  
Original : anglais

**Pour suite à donner**

---

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Deuxième session ordinaire de 2011**

12-15 septembre 2011

Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire\*

### Sensibilisation élaboration des programmes et programmes multinationaux

#### *Résumé*

Par suite de l'harmonisation des budgets de l'UNICEF, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), les propositions relatives à l'ancienne catégorie 4 (activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour le siège et les bureaux régionaux) sont présentées séparément du budget institutionnel (E/ICEF/2011/AB/L.2).

Le présent document contient des recommandations pour l'affectation de fonds d'un montant total de 31 600 000 dollars au titre des ressources ordinaires et de 633 910 000 dollars au titre des autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, aux activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013 pour le siège, les bureaux régionaux et les programmes multinationaux.

Le Conseil d'administration est invité à adopter le projet de décision qui figure au paragraphe 59.

---

\* E/ICEF/2011/13.



## **I. Introduction**

1. Par suite de l'harmonisation des budgets de l'UNICEF, du PNUD et du FNUAP, les propositions relatives à l'ancienne catégorie 4 (activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour le siège et les bureaux régionaux) sont présentées séparément du budget institutionnel. Ceci est conforme aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (E/ICEF/1998/AB/L.2).

2. Les crédits alloués au titre des ressources ordinaires et des plafonds d'autres ressources concernent les services du siège et les bureaux régionaux qui sont en mesure d'appuyer directement la réalisation des principaux résultats du plan stratégique à moyen terme (PSMT) de l'UNICEF pour 2006-2013 (E/ICEF/2008/25) et de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ces crédits représentent 2,3 % des ressources allouées chaque année, au titre des ressources ordinaires, aux programmes de pays. Les ressources ordinaires et les autres ressources sont pour l'essentiel affectées aux programmes de pays bénéficiant d'une aide de l'UNICEF approuvés individuellement par le Conseil d'administration.

3. L'UNICEF propose de continuer de plafonner les autres ressources affectées aux programmes multinationaux d'une façon telle que l'organisation puisse accepter des contributions ne correspondant pas parfaitement aux plafonds prévus pour les autres ressources approuvées. L'UNICEF sera ainsi en mesure de répondre à des situations nouvelles touchant les enfants à mesure qu'elles se présentent au niveau régional, multinational, national et, à titre exceptionnel, mondial.

4. Le présent rapport décrit le budget relatif aux activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour le siège de l'UNICEF et les sept bureaux régionaux et les six programmes multinationaux pour l'exercice biennal 2012-2013. Les ressources ordinaires et les autres ressources concernées permettront à l'UNICEF de mieux poursuivre les principaux buts et objectifs fixés dans les cinq domaines d'action privilégiés du PSMT pour 2006-2013. Le présent document propose l'affectation de ressources ordinaires d'un montant total de 31 600 000 dollars et d'un plafond « autres ressources » de 633 910 000 dollars pour les activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013 pour le siège et les bureaux régionaux et les programmes multinationaux, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

## **II. Services du siège – budget de sensibilisation et d'élaboration des programmes**

5. Le projet de budget prévoit l'allocation d'un crédit de 23 300 000 dollars au titre des ressources ordinaires et d'un plafond « autres ressources » de 278 600 000 dollars pour les activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes des bureaux du siège pour l'exercice biennal 2012-2013, comme indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1  
**Budget du siège pour les activités de sensibilisation et d'élaboration du siège**  
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Siège</i>	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources</i>	
	<i>Crédits approuvés 2010-2011</i>	<i>Crédits proposés 2012-2013</i>	<i>Plafond approuvé 2010-2011</i>	<i>Plafond proposé 2012-2013</i>
Programmes	4 400	4 400	50 000	110 000
Politiques et pratiques	3 650	3 650	30 000	30 000
Bureau des programmes d'urgence	1 050	1 050	25 000	25 000
Communication	7 200	7 900	7 500	7 500
Bureau de l'évaluation	2 200	2 200	7 500	7 500
Alliances avec le secteur public et mobilisation des fonds publics (New York, Bruxelles et Tokyo)	100	100	1 200	1 200
Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé (Genève et New York)	600	600	1 200	1 200
Solutions et services informatiques	–	–	2 000	1 000
Bureau du Directeur général	600	600	5 000	5 000
Ressources humaines	–	–	5 000	5 000
Bureau de la recherche	1 800	1 800	20 000	20 000
Approvisionnements	1 000	1 000	10 000	10 000
Services d'achat	–	–	–	55 200
<b>Total</b>	<b>22 600</b>	<b>23 300</b>	<b>164 400</b>	<b>278 600</b>

6. Une part importante du projet de budget pour les activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes sert à financer des approches collaboratives dans les domaines techniques des programmes et entre ces domaines à l'appui des priorités de l'organisation. Ces ressources seront classées par ordre de priorité pour renforcer la fourniture des programmes en vue de résultats équitables.

7. Le budget des ressources ordinaires et le plafond des autres ressources sont proposés pour appuyer l'intensification des interventions réussies, la gestion des connaissances, la recherche, l'évaluation et la communication. On déploiera des efforts spéciaux avec d'autres partenaires pour mieux comprendre et résoudre le problème des goulets d'étranglement en vue d'atteindre les enfants et les familles les plus défavorisés et éliminer les obstacles à leur accès à la protection et aux services sociaux de base.

8. Le projet de budget sera mis à profit pour : a) le cofinancement des programmes de partenariat; b) l'accent des programmes davantage mis sur l'équité; c) le développement et la publication de l'expérience acquise lors de l'exécution des programmes et l'orientation en matière de stratégies approuvées; d) l'identification des meilleures pratiques et l'évaluation des enseignements tirés; e) les données, la recherche et les études dans les secteurs clefs concernant les enfants et les femmes; f) la diffusion de connaissances susceptibles d'améliorer le bien-être des enfants;

g) l'évaluation des résultats des programmes; h) l'amélioration des capacités du personnel et de la gestion des programmes; et i) les systèmes d'information.

9. On trouvera dans les paragraphes ci-après des renseignements plus détaillés concernant les activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes prévues pour l'exercice 2012-2013 par les services du siège concernés.

10. Le **Bureau des programmes** dirige les activités de sensibilisation et les interventions sectorielles de l'UNICEF partout dans le monde, guide les programmes de pays, influence le processus mondial de concertation sur le plan technique comme dans le domaine des politiques générales, assure l'intensification des interventions réussies axées sur l'équité, surveille et analyse les résultats des programmes et l'échange de connaissances, et mobilise les ressources pour obtenir des résultats en faveur des enfants. Il dirige au niveau mondial les activités relatives au développement du jeune enfant et promeut des stratégies interdivisions et intersectorielles pour la coordination par groupe sectoriel dans le domaine humanitaire ainsi que la transition, la communication des programmes, les partenariats, la prise en compte de la question de l'égalité des sexes, et un accent mis sur les personnes handicapées dans tous les domaines d'action de l'UNICEF. Il encourage les activités axées sur l'équité et appuie les efforts visant à recentrer les programmes, partenariats et politiques bénéficiant de l'appui de l'UNICEF sur les enfants les plus défavorisés en matière de développement comme en matière humanitaire. Le projet de budget prévoit 4,4 millions de dollars de crédits alloués au titre des ressources ordinaires ainsi qu'un plafond de 110 millions de dollars pour les autres ressources à l'appui de ces efforts autour de quatre domaines d'intervention : a) la survie et le développement du jeune enfant; b) l'éducation; c) la protection de l'enfance; et d) le VIH/sida :

a) Dans le domaine *survie et développement du jeune enfant*, on s'emploiera d'abord à répondre aux principales causes de la mortalité chez les enfants, en continuant de diriger l'action au niveau mondial dans les domaines tels que la vaccination et en réduisant la dénutrition. Le Bureau aidera les pays à repérer les plus démunis avec une plus grande précision, mettra à profit l'analyse des goulets d'étranglement aux niveaux décentralisés, et intensifiera les principales stratégies fondées sur l'équité. Il œuvrera dans l'ensemble des secteurs ainsi qu'avec les partenaires pour identifier les modes de fournitures novateurs en vue de dispositifs intégrés d'interventions rentables et basées sur des données factuelles ainsi que pour faciliter l'intensification des interventions axées sur l'équité. Il investira dans l'aide au suivi et à la surveillance améliorés des progrès en matière de réduction des goulets d'étranglement sur le terrain;

b) Le domaine d'intervention *éducation* centrera son aide sur les interventions liées à l'éducation, en particulier l'analyse des goulets d'étranglement, l'initiative relative aux enfants déscolarisés, les écoles amies des enfants ainsi que la suppression des droits de scolarité, et assurera une conception stratégique de ces approches pour contribuer à éliminer les disparités dans l'accès et les résultats scolaires. De nouvelles technologies seront expérimentées pour concrétiser le potentiel de l'enseignement ouvert et à distance comme stratégie visant à atteindre les enfants marginalisés en vue de leur offrir une éducation de qualité;

c) Le domaine d'intervention *protection de l'enfance* appuie la fourniture en temps opportun d'une direction et orientation techniques fondées sur des données factuelles aux bureaux régionaux et de pays; la consolidation et la diffusion des

connaissances et expériences des programme pour faciliter le positionnement stratégique et la mise en œuvre des interventions axées sur les résultats dans la protection de l'enfance; la recherche, les données et l'analyse visant à guider la conception et la mise en œuvre des programmes; ainsi que la mobilisation et le rassemblement des partenaires autour des principaux domaines d'intervention. Il met l'accent sur le renforcement des systèmes et appuie l'action de l'UNICEF visant à prévenir la violence, l'exploitation, les mauvais traitements et les négligences infligés aux enfants, ainsi que ses interventions menées en réponse aux catastrophes naturelles, à l'urbanisation et aux disparités toujours plus grandes, qui exposent d'autant plus les enfants à la violence et aux mauvais traitements;

d) *VIH/sida* appuie les efforts visant à atteindre les mères et les enfants socialement exclus et marginalisés, l'accent étant mis sur la collecte et l'analyse des données en vue d'améliorer les activités de planification, de surveillance, d'évaluation et de sensibilisation. Le domaine d'intervention aidera les pays prioritaires à parvenir à l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant du VIH; dispensera traitements et soins pédiatriques; préviendra l'infection parmi les adolescents et les jeunes; enfin, apportera protection et soins aux enfants touchés par le sida. Les investissements dans la recherche seront mis à profit pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'équité des politiques et programmes. Les partenariats stratégiques seront classés par ordre de priorité afin d'exploiter les avancées technologiques dans les interventions médicales, de financement et de mobilisation sociale atteignant les marginalisés et les socialement exclus.

**11. Politiques et pratiques** fournit une direction dans les activités de sensibilisation, l'analyse et l'orientation des programmes basées sur des données factuelles, et aide les bureaux à poursuivre de manière efficace des objectifs équitables, axés sur les résultats et fondés sur les droits en faveur des enfants. Cette structure est en pointe dans les efforts de l'UNICEF visant à promouvoir les politiques, à renforcer les connaissances et la compréhension, ainsi qu'à appuyer les approches de développement et les pratiques de programmation rentables qui font avancer la réalisation des droits des enfants en matière d'équité sous tous ses aspects, notamment le sexe, le handicap, l'emplacement et le statut de minorité ethnique ou autochtone. Il assiste l'UNICEF dans ses activités d'amont d'élaboration des politiques et de renforcement des capacités aux côtés des partenaires nationaux ainsi que dans sa consolidation des stratégies intersectorielles à l'appui des domaines d'action privilégiés du PSMT.

**12.** Le projet de budget inclut une allocation de ressources ordinaires d'un montant de 3,65 millions et un plafond « autres ressources » de 30 millions de dollars pour : a) appuyer la collecte, l'analyse et la diffusion des données, renforcer la base de données factuelles au niveau du pays, régional et mondial afin de surveiller les progrès, tendances et inégalités constatés dans les indicateurs relatifs aux enfants dans tous les domaines d'intervention ainsi qu'au regard des objectifs du Millénaire pour le développement, assurant la qualité de la prise de décisions éclairées concernant les interventions intensifiées sur la voie de la réalisation des objectifs liés aux enfants; b) promouvoir une approche fondée sur les droits de l'homme, la généralisation du souci d'égalité des sexes et de prise en compte des personnes handicapées, la communication pour le développement, la participation des enfants et le développement des adolescents, aux côtés de l'UNICEF et de ses partenaires, dans les situations ordinaires, de transition et de crise humanitaire, via une orientation, des politiques et des outils organisationnels propices à l'équité et aux

droits des enfants, sur la base de la non-discrimination, de la responsabilisation et de la participation; c) aider à la mise en œuvre du cinquième domaine d'action privilégié du PSMT (Promotion de politiques et de partenariats en faveur des droits de l'enfant), l'accent étant mis en particulier sur la politique sociale et économique, notamment la protection sociale, l'étude sur la pauvreté des enfants et les disparités, ainsi que l'analyse des dépenses publiques du point de vue des enfants; enfin, d) garantir l'accès de l'organisation, à tous les niveaux, aux orientations, outils et moyens mis à jour d'aide à la planification, budgétisation, surveillance de programme et gestion des performances axées sur les résultats.

13. **Le Bureau des programmes d'urgence** joue un rôle essentiel pour ce qui est de garantir que les actions humanitaires de l'UNICEF sont opportunes, éclairées, coordonnées, efficaces, cohérentes, sûres et responsables. Il s'applique à fournir une aide directe aux bureaux régionaux et de pays en vue de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours, notamment les situations de crises humanitaires chroniques, ainsi qu'à appuyer la programmation tenant compte des risques de situations d'urgence, à élaborer des plans de réduction de risques et de relèvement, et à renforcer les capacités nationales pour garantir des améliorations durables aux femmes et enfants. Le projet de budget inclut l'allocation de ressources ordinaires de 1 050 000 dollars et un plafond de 25 millions de dollars au titre des autres ressources pour appuyer la mise en œuvre des Devoirs fondamentaux vis-à-vis des enfants en situation de crise, renforcer les capacités d'alerte rapide, la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, la consolidation de la paix, la politique humanitaire et les partenariats. Le Bureau mettra davantage l'accent sur la prise en compte de la question de l'égalité des sexes, ainsi que sur la gestion des connaissances et le renforcement des capacités tout en appuyant constamment la sécurité du personnel ainsi que la fourniture des programmes et la gestion de la continuité des opérations en toute sécurité, notamment la préparation, la gestion des risques, l'organisation des secours et le redressement des entreprises.

14. **La Division de la communication** continuera de jouer un rôle essentiel dans le maintien du prestige unique de l'UNICEF et la garantie que les droits des enfants et des femmes figurent au premier plan des programmes de sensibilisation du public et d'élaboration des politiques générales. Selon le projet de budget, la Division de la communication recevra des ressources ordinaires d'un montant de 7,9 millions de dollars et un plafond « autres ressources » de 7,5 millions de dollars. La Division de la communication assurera au savoir autorisé de l'UNICEF une position et un profil stratégiques sur les questions relatives aux enfants en mettant en avant les priorités sociales de l'UNICEF, le PSMT, les résultats liés aux OMD et les objectifs d'équité, et ce, selon les approches suivantes : produire et diffuser de manière stratégique des publications fondées sur des données factuelles, notamment les grandes publications de l'organisation; poursuivre la gestion, la surveillance, la promotion et la protection de la marque UNICEF; et assurer que le personnel de l'UNICEF participe activement aux plates-formes de communication interne fondées sur le dialogue, l'accent étant mis sur le partage des connaissances.

15. Dans le domaine de la communication externe, les canaux et plateformes de communication nouveaux et traditionnels feront l'objet d'un déploiement stratégique et l'engagement sur la voie du numérique interactif sera promu de manière à amplifier la voix des partenaires de l'UNICEF. On utilisera pour ce faire les approches suivantes : promouvoir et garantir les objectifs de l'organisation ainsi que sa réputation dans les médias au niveau mondial, en particulier avant, durant et

après les situations d'urgence de grande échelle; élaborer des produits de communication multimédia et les intégrer de manière stratégique dans les plates-formes multimédias à l'intention de publics ciblés; élaborer et promouvoir l'approche de l'organisation relative aux médias sociaux ainsi qu'une utilisation plus novatrice des outils et plates-formes de médias sociaux de manière à susciter et appuyer le dialogue avec les publics ciblés; et garantir que les ambassadeurs de bonne volonté de l'UNICEF sont stratégiquement engagés comme tierces parties faisant campagne pour sensibiliser le public à l'action de l'UNICEF.

16. On améliorera la capacité organisationnelle en matière de communication et sensibilisation du public au plan mondial en dirigeant efficacement la présentation d'une stratégie mondiale de communication et de sensibilisation du public ainsi qu'en assurant la disponibilité d'indications concernant les thèmes et processus de communication et de sensibilisation du public.

17. **Le Bureau de l'évaluation** est déterminé à guider l'évaluation au niveau mondial, à susciter une politique d'évaluation commune ou harmonisée apportant des améliorations concrètes en gestion, investissements et partenariats. Le Bureau appuie les évaluations institutionnelles indépendantes, offrant des données factuelles sur la performance des programmes, politiques et stratégies bénéficiant de l'aide de l'UNICEF ainsi que sur son fonctionnement interne. Le Bureau contribue à la prise de décisions stratégiques éclairées et opportunes pour atteindre et appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement, la réalisation des droits des enfants et d'autres objectifs pertinents décidés au niveau international.

18. Selon le projet de budget, le Bureau de l'évaluation recevra des crédits alloués au titre des ressources ordinaires de 2, 2 millions de dollars et un plafond de 7,5 millions de dollars pour les autres ressources afin d'offrir à l'UNICEF une direction en matière d'évaluation garantissant une action pour la gestion avec le Bureau de l'évaluation et offrant une aide appropriée aux principaux dirigeants sur les politiques, stratégies et partenariats. Le Bureau garantira que, dans le cadre du système des Nations Unies et au niveau mondial, la coordination des questions d'évaluation contribuera à améliorer la responsabilisation et la cohérence du système des Nations unies et des systèmes internationaux d'évaluation, durcira les normes et critères régissant la fonction d'évaluation, décidera d'une position commune relative au développement de la capacité d'évaluation nationale et à l'orientation concernant l'évaluation du Plan d'aide au développement des Nations Unies, et entreprendra les évaluations conjointes des questions communes d'importance critique comme « Unis dans l'action ».

19. Ces ressources permettront au Bureau de l'évaluation de conduire des évaluations programmatiques et opérationnelles ainsi que relatives aux stratégies de fondation (approche fondée sur les droits de l'homme) analysant la contribution de l'UNICEF aux stratégies mondiales. Il s'agira notamment d'évaluations clefs issues du cadre intégré de surveillance et d'évaluation du PSMT. Le Bureau entreprendra des évaluations humanitaires examinant l'accomplissement des engagements institutionnels de l'UNICEF durant les crises humanitaires et conduira des évaluations de la réussite des transitions institutionnelles (sensibilisation en amont) et de la performance liée aux questions de coopération pour le développement (efficacité de l'aide).

20. Le Bureau de l'évaluation appuiera le renforcement systémique de la fonction d'évaluation décentralisée de sorte que les bureaux extérieurs puissent honorer leurs

missions d'évaluation, à savoir : garantir le classement stratégique des priorités et la dotation voulue des ressources via l'aide technique; développer une capacité sur le terrain via la formation et l'autoformation sur le Web, la mise en réseau sur le Web, et des stratégies améliorées de recrutement du personnel et d'évaluation des compétences; enfin, appuyer le développement de la capacité d'évaluation au niveau national via la coopération Sud-Sud, les liens avec les centres d'excellence et les associations d'évaluation nationale.

21. **Le Bureau des alliances avec le secteur public et de la mobilisation des fonds publics (PARMO)** continuera d'appuyer la mobilisation des ressources en vue de s'impliquer plus efficacement dans de nouveaux partenariats stratégiques tout en maintenant des liens forts avec des donateurs fiables qui ont fourni une aide solide à l'UNICEF au fil des ans. Le Bureau cherchera également à apporter une aide plus efficace aux bureaux de pays et régionaux dans leurs activités de mobilisation des ressources. Il améliorera la collaboration au niveau central, avec des partenariats de programmes stratégiques précis qui ont enregistré un quadruplement de leurs ressources au cours des deux dernières années et qui offrent d'autres possibilités.

22. Selon le projet de budget, le PARMO bénéficiera de 100 000 dollars de crédits alloués au titre des ressources ordinaires et d'un plafond de 1,2 million de dollars pour les autres ressources, requis pour gérer et resserrer les relations avec les donateurs, élaborer stratégies et orientations en matière de mobilisation des ressources organisationnelles, et participer au dialogue sur les mesures à prendre reposant sur des données factuelles. Il cherchera également à accroître la qualité et la quantité des ressources à apporter en réponse aux priorités relatives aux enfants via des partenariats resserrés dans le contexte des nouvelles modalités de l'aide et d'un engagement stratégique aux côtés des partenaires du secteur public

23. **Le Bureau Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé** est une structure « à guichet unique » pour les comités nationaux et les bureaux de pays de l'UNICEF qui s'occupent de la collecte de fonds privés dans 70 pays. Le Bureau resserrera ses partenariats stratégiques avec les comités nationaux, qui collectent près d'un tiers des revenus de l'organisation. Le Bureau Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé soutient aussi les activités visant à promouvoir l'engagement et la responsabilité sociale des entreprises et représente le service chef de file pour les relations avec les célébrités et les ambassadeurs de bonne volonté de l'UNICEF. Il continuera d'orienter et d'appuyer la sensibilisation aux droits des enfants, l'éducation pour le développement, la communication et l'établissement d'une image de marque dans les pays où les comités nationaux fonctionnent. Il fournira aussi un appui pour la collecte de fonds au niveau national par les bureaux de pays.

24. Le projet de proposé pour le Bureau Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé comprend un montant de 600 000 dollars de ressources ordinaires et un plafond « autres ressources » de 1,2 million de dollars qui seront utilisés pour : améliorer la sensibilisation dans les pays industrialisés, la responsabilité sociale des entreprises et la capacité de partenariats stratégiques. Il améliorera l'image des comités nationaux pour l'UNICEF comme les principaux défenseurs de la réalisation des droits des enfants les plus démunis, au niveau mondial ainsi qu'à l'intérieur des pays. Le Bureau appuiera les efforts déployés par l'UNICEF et les Comités nationaux visant à participer efficacement à la promotion des droits des



enfants avec le monde des affaires. Il coordonnera la mise en œuvre d'un cadre stratégique de partenariats et de collaborations dans tous les services de l'organisation.

25. **Solutions et services informatiques** fournira des progiciels intégrés de gestion, des technologies et un appui aux services, qui optimisent l'efficacité et l'efficience des activités et programmes de l'UNICEF. Il évaluera, examinera et recherchera les innovations technologiques pertinentes et en constante évolution qui aideront l'UNICEF à conserver son utilité, sa compétitivité et sa réactivité. Le projet de budget prévoit un plafond « autres ressources » d'un million de dollars pour étendre sa capacité et soutenir une technologie de qualité. Ces ressources permettront d'améliorer la productivité, de faciliter la mise en commun des informations, d'améliorer la sûreté et la sécurité du personnel sur le terrain et d'apporter l'appui voulu aux nouvelles technologies. Solutions et services informatiques facilitera la transition en douceur vers un progiciel de gestion intégré unique (One ERP).

26. **Le Bureau du Directeur général** assiste l'équipe dirigeante en définissant et en pilotant la stratégie d'application des résultats en faveur des enfants. Le projet de budget prévoit pour le Bureau du Directeur général des crédits alloués de 600 000 dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond « autres ressources » de 5 millions de dollars, qui serviront à mobiliser l'engagement mondial et la volonté politique via la sensibilisation et les partenariats de haut niveau pour atteindre les OMD liés à l'égalité et pour appuyer la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Bureau continuera d'offrir une direction en vue d'une performance organisationnelle améliorée et d'une aide stratégique coordonnée sur le terrain afin d'obtenir des résultats en faveur des enfants. Inscrivant l'équité au cœur de l'action de l'UNICEF, le Bureau du directeur général continuera de promouvoir et de guider le programme et les projets d'amélioration de la gestion pour construire une organisation plus rationnelle et axée sur les résultats, qui s'adapte aux tendances et aux problèmes émergents dans un monde en évolution – tout en assurant la cohérence et la complémentarité avec les actions des autres organisations du système des Nations Unies.

27. **Le Bureau des ressources humaines** appuie le développement d'un personnel flexible, très qualifié et motivé pour mettre en œuvre les principaux résultats du PSMT 2006-2013. Il s'agit notamment de prendre en compte les priorités stratégiques comme l'accent mis sur l'équité et d'assurer des pratiques et politiques rentables et simplifiées. Le projet de budget pour les ressources humaines prévoit un plafond de 5 millions de dollars au titre des autres ressources afin de permettre au Bureau de recueillir des fonds pour appuyer la mise à disposition de ressources stratégiques et la gestion des aptitudes et gérer les ressources humaines pour les situations humanitaires.

28. **Le Bureau de la recherche** assurera la direction du programme de recherche stratégique de l'UNICEF et aidera à diffuser et à appliquer les conclusions des recherches effectuées. Le Bureau, qui supervise les travaux du Centre de recherche Innocenti, coopérera avec tous les services de l'organisation pour mettre en œuvre une recherche stratégique, en réponse aux priorités de recherche organisationnelle et aux lacunes recensées. Il appuiera la gestion de la recherche et l'évaluation de la qualité et renforcera un système efficace de gestion et de diffusion des résultats de recherche. Le Bureau devrait également collaborer avec les principaux partenaires,

notamment le Comité des droits de l'enfant, pour faire avancer la recherche dans les domaines prioritaires.

29. Le projet de budget prévoit un crédit de 1,8 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 20 millions de dollars au titre des autres ressources pour relancer le Centre de recherche Innocenti en tant que centre de recherche sur les enfants reconnu au niveau international, tout en étendant son action à d'autres domaines prioritaires pour l'UNICEF. Le Bureau de recherche appuiera la mutation organisationnelle dans le souci d'inscrire la recherche et la connaissance au cœur des efforts de l'organisation tendus vers l'obtention de résultats. Le Bureau diffusera recherches et connaissances sur le terrain ainsi qu'avec les partenaires via une stratégie intégrée de recherches et de communication, et créera une structure centralisant les connaissances et bonnes pratiques validées.

30. **La Division des approvisionnements** appuiera les programmes en leur fournissant les produits contribuant aux objectifs du PSMT et aux objectifs du Millénaire pour le développement, et aidera à honorer les Devoirs fondamentaux de l'UNICEF vis-à-vis des enfants en situation de crise en offrant une réponse rapide aux besoins logistiques et en secours d'urgence. La direction fournie a pour domaines essentiels la vaccination, les médicaments nécessaires, la nutrition, le VIH/sida, le paludisme, la santé maternelle, l'éducation, ainsi que l'eau et l'assainissement.

31. Le projet de budget prévoit un montant d'un million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de dix millions de dollars au titre des autres ressources. Il s'agit notamment a) de permettre des activités d'approvisionnement effectives et efficaces; b) d'offrir des conseils techniques en approvisionnement lors de la conception, planification et exécution des programmes; c) d'apporter des réponses rapides aux besoins de fournitures et de logistique d'urgence; d) de surveiller la performance des activités d'approvisionnement au niveau mondial; e) d'élaborer des politiques en vue des activités de la chaîne d'approvisionnement; f) de contribuer à l'harmonisation et efficacité des Nations Unies; et g) de jouer un rôle de chef de file dans l'action de l'UNICEF en matière d'innovation de produits et de technologies. Le projet de budget prévoit également un plafond de 55 millions de dollars au titre des autres ressources pour offrir des services d'achats aux gouvernements et aux partenaires de développement à hauteur de quelque 1,1 milliard de dollars d'approvisionnements en produits stratégiques et essentiels.

### **III. Bureaux régionaux – budgets de sensibilisation et d'élaboration des programmes**

32. Les bureaux régionaux jouent un rôle chef de file en établissant et en gérant les programmes de coopération, les partenariats et les alliances, ainsi que les activités de sensibilisation et en menant leurs opérations internes. Ils fournissent aux bureaux de pays orientation, supervision et évaluation de la qualité, appui technique, renforcement des capacités, ainsi qu'un appui pour la gestion des connaissances et les partenariats stratégiques régionaux. On trouvera ci-après un aperçu des activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes prévues par les bureaux régionaux pour l'exercice 2012-2013.

33. Le budget-programme proposé pour les sept bureaux régionaux prévoit un montant total de 8 300 000 dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 155 310 000 dollars au titre des autres ressources. Le plafond « autres ressources » pour chacun des bureaux régionaux a été fixé à un niveau qui concorde avec les contributions « autres ressources » effectivement reçues au cours des deux années écoulées et qui tient compte des plans de gestion des bureaux régionaux pour l'exercice biennal 2012-2013. Le tableau 2 présente brièvement les montants alloués au titre des ressources ordinaires et les plafonds « autres ressources » proposés pour chaque bureau.

Tableau 2

**Budgets relatifs aux activités de sensibilisation et d'élaboration des programmes pour les bureaux régionaux**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Bureau régional</i>	<i>Ressources ordinaires</i>		<i>Autres ressources</i>	
	<i>Crédits approuvés 2010-2011</i>	<i>Crédits proposés 2012-2013</i>	<i>Plafond approuvé 2010-2011</i>	<i>Plafond proposé 2012-2013</i>
Afrique de l'Est et Afrique australe	1 500	1 500	55 000	41 810
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	1 500	1 500	34 000	31 500
Amériques et Caraïbes	950	950	13 500	15 500
Asie de l'Est et Pacifique	1 500	950	30 000	20 000
Asie du Sud	950	950	10 600	13 500
Moyen-Orient et Afrique du Nord	950	950	15 525	13 000
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants	1 500	1 500	13 200	20 000
<b>Total</b>	<b>8 850</b>	<b>8 300</b>	<b>162 626</b>	<b>155 310</b>

34. **Le Bureau régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESARO)** appuiera la recherche opérationnelle, les évaluations et la gestion des connaissances dans tous les secteurs de programmes, une attention particulière étant accordée à l'équité – permettant aux programmes de mieux identifier et localiser les exclus du développement et des processus humanitaires – et traduira cette connaissance dans la conception de mesures et programmes intégrés. On mettra l'accent sur la décentralisation en tant que stratégie majeure pour la planification et la mise en œuvre des programmes en réponse aux inégalités géographiques et aux problèmes sous-jacents de la gouvernance, articulée également avec la politique sociale et l'établissement des budgets en faveur des enfants. Les partenariats avec les organisations sœurs chefs de file et autres institutions de développement devraient aider à mobiliser l'attention et les moyens pour aborder les droits des enfants, l'accent étant mis sur l'équité. Alors que le maintien et la création de nouveaux vastes partenariats pour favoriser les alliances en faveur des enfants continueront de constituer une stratégie sous-jacente, la cohérence entre les organisations des Nations Unies au niveau régional devrait engendrer des synergies d'aide à la collaboration interinstitutions axée sur les résultats au niveau des pays.

35. Avec des ressources ordinaires d'un montant de 1,5 million de dollars et un plafond « autres ressources » de 41,81 millions de dollars dans le projet de budget-programme, l'ESARO appuiera une analyse de situation améliorée et une base de données factuelles consolidée pour produire les données factuelles nécessaires aux approches axées sur l'équité, et guider la programmation fondée sur l'équité. Ces ressources appuieront également l'élaboration de mesures et la programmation pour renforcer l'accent mis sur l'équité par les programmes de pays et les partenariats dans l'ensemble de la région via la recherche régionale et les initiatives d'évaluation. Les fonds aideront également à appuyer l'assistance et la supervision techniques pour affiner l'orientation stratégique et l'établissement des priorités des cadres et programmes des Nations Unies et de l'UNICEF. Les ressources continueront d'être mises à profit pour appuyer les partenariats stratégiques, notamment la formulation d'un programme aux priorités clairement définies associant l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique et la Communauté de développement de l'Afrique australe, privilégiant certains domaines où le partenariat peut apporter une réelle valeur ajoutée.

**36. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO)** aidera les bureaux de pays à s'appliquer à développer leur capacité de fournir des résultats équitables en faveur des enfants pour : a) accélérer les progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, notamment la santé, la nutrition, WASH, le VIH/sida, une attention particulière étant accordée à l'éradication de la poliomyélite et à l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant; b) hâter les progrès vers l'instruction élémentaire de qualité pour tous; c) renforcer la protection sociale et la protection des enfants contre la violence; d) anticiper et atténuer l'incidence des situations d'urgence sur les populations vulnérables et s'y préparer; et e) mettre l'accent sur l'équité dans toutes les aspects du programme de manière à poursuivre l'accélération des progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement.

37. Avec un projet de budget-programme de 1,5 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 31,5 millions de dollars au titre des autres ressources, le WCARO consolidera la base de données factuelles en vue d'une conception et une mise en œuvre du programme axée sur l'équité, ainsi que d'activités de sensibilisation menées avec les grands partenaires stratégiques. On redoublera d'efforts pour assurer que les bureaux de pays appuient des analyses, continues et constamment mises à jour, de la situation des enfants et des femmes, sans cesser de s'employer à éliminer les goulets d'étranglement ainsi que les causes de la misère du côté de l'offre et de la demande. Du côté de l'offre, cela supposera de porter une attention continue à l'élaboration des politiques nationales ainsi qu'à la planification, à l'établissement des coûts et à la budgétisation stratégiques axés sur les résultats, de même qu'à la consolidation des systèmes, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des approches communautaires. Du côté de la demande, le Bureau régional poursuivra son appui au renforcement de la communication pour le développement, et ce, pour consolider les connaissances, l'accès et l'utilisation liés aux services sociaux de base et promouvoir l'adoption des pratiques essentielles de recherche de soins de santé et de prévention conduites par les familles et communautés. Il appuiera également la création ainsi que la progressive intensification et dotation en ressources de dispositifs minimums de mesures de protection sociale, l'accent étant mis sur les familles et les enfants défavorisés. L'amélioration de la protection des autres secteurs (accès des enfants

vulnérables aux services sanitaires, éducatifs et d'enregistrement des actes d'état civil) sera essentielle, de même que la promotion des réformes sociales visant à prémunir les enfants contre la violence, l'exploitation et la discrimination fondée sur le sexe.

38. **Le Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes (TACRO)** aidera les bureaux de pays et les partenaires à intervenir en réponse aux inégalités structurelles entraînant de fortes disparités et affectant la survie et le développement de près de la moitié des enfants de la région, qui vivent en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale. Ces enfants sont notamment les enfants autochtones ou d'ascendance africaine, affectés par les migrations, dont les parents souffrent d'un manque d'éducation ou exercent des emplois mal rémunérés, les enfants handicapés, vivant dans les zones rurales retirées ou en marge des villes ou qui sont affectés par la violence et l'exploitation. Avec un projet de budget-programme de 0,95 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 15,5 millions de dollars au titre des autres ressources, le TACRO appuiera l'utilisation de modèles plus rentables dans la région afin de mener à bien les fonctions ci-après : financement, activités opérationnelles, approvisionnements et ressources humaines.

39. Le Bureau conduira une analyse régionale, soulignera les grandes lacunes dont souffrent les services sociaux en termes d'accès et de qualité affectant les enfants en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, et montrera comment les politiques relatives aux enfants affectent ceux-ci. On élaborera des interventions stratégiques, multisectorielles et rentables en vue d'une application rapide à l'échelle nationale et locale à l'appui des programmes de pays en réponses aux obstacles systémiques et structurels, afin d'assurer que les enfants puissent exercer leurs droits. Le Bureau mettra en place des activités de sensibilisation coordonnées dirigées vers des objectifs précis et améliorera le ciblage des interventions préconisant de nouveaux types de comportements en réponse aux obstacles dressés par les normes culturelles et sociales. Les partenariats conduits aux côtés des institutions sous-régionales et intergouvernementales seront rationalisés, l'accent étant mis sur les institutions clefs.

40. Le TACRO axera son action plus nettement sur la surveillance des suites données aux recommandations formulées par les comités sur la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; garantira la disponibilité de données ventilées et autres données factuelles pour combler les lacunes d'information; et améliorera la réactivité et l'efficacité des mesures prises. On consolidera le centre régional DevInfo (bénéficiant de l'appui du Gouvernement du Panama) et on renforcera une base de données régionale des centres d'excellence pour offrir une assistance technique spécialisée et contribuer à la formation d'une masse critique de connaissances spécialisées dans la région. Le Bureau aidera les bureaux de pays à obtenir des résultats clairs et mesurables en temps opportun pour guider la programmation et l'allocation des ressources et montrer l'incidence, aussi bien en amont qu'en aval, des programmes bénéficiant de l'appui de l'UNICEF sur les enfants, en particulier les plus défavorisés.

41. Le TACRO renforcera la fonction concernant les politiques sociales et économiques pour mieux entreprendre les analyses des budgets sociaux, des tendances socioéconomiques et des processus politiques affectant directement ou indirectement les enfants et les femmes, et élaborera des solutions en faveur des

enfants en vue d'assurer l'efficacité de la décentralisation, des mesures budgétaires (notamment dans le cadre des programmes de protection sociale) et des politiques infranationales atteignant des enfants et femmes plus défavorisés. Le Bureau continuera de rationaliser les préparations aux situations d'urgence et l'organisation des secours dans le cadre des domaines d'activités du programme conformément avec les Devoirs fondamentaux de l'UNICEF vis-à-vis des enfants en situation de crise. Les efforts de réduction des risques de catastrophe seront appuyés parallèlement aux mécanismes régionaux et sous-régionaux. Le Bureau insistera en particulier sur l'aide au bureau de pays d'Haïti pour y promouvoir et appuyer un programme national de transformation en faveur des enfants, tout en maintenant son appui aux situations d'urgence actuelles et à venir.

**42. Le Bureau régional pour l'Asie orientale et le Pacifique (EAPRO)** privilégiera davantage l'équité ainsi que les stratégies intersectorielles, aidera les bureaux de pays à présenter et mettre en œuvre efficacement les initiatives de gestion du changement (système de gestion de l'information et Normes comptables internationales pour le secteur public), poursuivra l'amélioration de la rentabilité et de la productivité sur la base des résultats d'évaluations entreprises durant l'exercice biennal 2010-2011 et privilégiera la gestion stratégique axée sur les résultats dans le cadre de sa supervision et de sa responsabilisation.

43. Avec un projet de budget-programme de 0,95 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 20 millions de dollars au titre des autres ressources, le Bureau contribuera à accroître la qualité et l'impact des mesures et actions programmatiques en faveur de la réalisation des droits des enfants dans la région, l'accent étant mis sur les populations défavorisées. Cela consistera notamment à obtenir des résultats dans les domaines d'action privilégiés du PSMT, la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement liés à l'équité. Le Bureau intégrera la réduction des risques de situations d'urgence et de catastrophes dans les Domaines d'action privilégiés du PSMT et appuiera la préparation aux situations d'urgence de manière compatible avec les Devoirs fondamentaux de l'UNICEF vis-à-vis des enfants en situation de crise et les procédures de mobilisation des entreprises.

44. L'EAPRO appuiera l'alignement des programmes de pays sur les priorités nationales et le renforcement des capacités nationales via une aide technique et la coopération Sud-Sud. Il mettra à profit les activités de sensibilisation axées sur l'équité et guidées par des données factuelles, s'engagera aux côtés des partenaires stratégiques, rationalisera la gestion des connaissances et renforcera la fonction d'évaluation en sorte que celle-ci contribue à la création de données factuelles et d'enseignements sur l'efficacité des politiques, programmes et initiatives. Il renforcera la communication pour le développement et assurera que l'approche fondée sur les droits de l'homme de la programmation et du renforcement des capacités continue de guider l'action de l'UNICEF dans la région. On intégrera les questions concernant l'égalité des sexes, le développement des adolescents et des jeunes, la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours ainsi que la réduction des risques de catastrophe.

45. On encouragera les études, analyses et partenariats stratégiques afin de contribuer à l'élaboration d'approches fiables et novatrices dans les domaines d'action privilégiés du PSMT. Le Bureau continuera de contribuer à améliorer la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours au niveau du pays,

notamment l'amélioration de la capacité des bureaux de pays situés dans les zones sujettes aux catastrophes et situations d'urgence conformément au principe de la responsabilité collective de l'UNICEF en matière d'activités WASH, de nutrition, d'éducation et de protection de l'enfance.

46. **Le Bureau régional de l'Asie du Sud (ROSA)** interviendra en réponse aux disparités croissantes dans toute la région en s'employant à améliorer la collecte et l'analyse des données, en particulier au niveau infranational. Avec un projet de budget-programme de 0,95 million de dollars de ressources ordinaires et un plafond de 13,5 millions de dollars au titre des autres ressources, le Bureau aidera les pays à centrer leurs programmes sur l'équité et à affiner leurs résultats vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il ciblera les domaines présentant les disparités les plus grandes et appuiera les partenariats et les investissements visant à réduire les goulets d'étranglement et améliorer la prestation de services au niveau décentralisé. Bâtir des systèmes et une capacité institutionnelle des partenaires selon la méthodologie des dossiers d'investissement s'inscrira au cœur des activités ci-après : répondre aux problèmes régionaux liés à la santé maternelle et néonatale, améliorer les taux de nutrition via de saines pratiques d'hygiène et de santé, atteindre les cibles en matière d'assainissement et améliorer l'accès à l'enseignement de qualité aussi bien primaire que secondaire. Le ROSA accordera la priorité à la lutte contre les pratiques préjudiciables et la discrimination à l'encontre des enfants via des systèmes améliorés de protection des enfants et une sensibilisation à la prévention du VIH/sida.

47. Le ROSA continuera de participer aux partenariats régionaux stratégiques ainsi qu'aux questions liées à l'égalité des sexes, et appuiera la cohérence au sein de l'Organisation des Nations Unies, donnera un caractère officiel à son partenariat avec la Banque asiatique de développement et s'appuiera sur les complémentarités pour promouvoir la croissance et le développement partagés au profit des enfants, en particulier parmi les plus défavorisés. S'appuyant sur la Réunion de haut niveau de 2010 sur la coopération pour les droits des enfants dans la région Asie-Pacifique, le Bureau encouragera la coopération Sud-Sud ainsi que la réalisation des droits des enfants en aidant à l'application de la Déclaration de Beijing sur la coopération Sud-Sud pour les droits des enfants dans la région Asie-Pacifique. Le ROSA appuiera les partenariats régionaux en cours en matière de VIH/sida, d'éducation et de protection de l'enfance (notamment l'Initiative de l'Asie du Sud visant à mettre un terme à la violence à l'encontre des enfants). Il appuiera les bureaux de pays et les partenaires nationaux dans le renforcement des capacités pour consolider les systèmes de protection de l'enfance, la conception des systèmes de protection sociale et la mobilisation des budgets nationaux et infranationaux. Le Bureau continuera de piloter l'action sur les questions relatives aux enfants, mettant à profit son pouvoir de rassembler et ses activités de sensibilisation basées sur des données factuelles avec les autres partenaires et les donateurs en réponse aux causes profondes et aux effets des inégalités, comme la discrimination fondée sur le sexe, la caste, l'appartenance ethnique et la religion dans tous les secteurs.

48. Le Bureau consolidera les connaissances techniques et fournira une aide stratégique aux opérations d'urgence, tirera les enseignements des interventions d'urgence conduites en réponse aux inondations qui ont frappé le Pakistan en vue d'améliorer le renforcement des capacités dans le cadre de l'approche des situations d'urgence fondée sur le principe de la responsabilité sectorielle. Il insistera sur les évaluations thématiques et accélèrera les efforts sur la voie de la réalisation des

objectifs du Millénaire pour le développement liés à l'équité. S'inspirant des enseignements tirés, le Bureau bénéficiera d'une assistance technique de la part d'établissements universitaires et instituts de recherche réputés.

49. Avec un projet de budget-programme de 0,95 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 13 millions de dollars au titre des autres ressources, **le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENARO)** mettra à profit des approches multinationales en vue d'accroître la capacité des programmes des bureaux de pays et des partenaires pour promouvoir et garantir les droits des adolescents et adolescentes et renforcer les capacités nationales et régionales autour de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours. Il resserrera la collaboration structurée avec les sources de savoir; cultivera des partenariats étendus avec les centres d'excellence; et aidera les programmes de pays à apporter une réponse efficace aux problèmes posés par le développement, conformément aux priorités, stratégies, principes et orientations de l'organisation et de la région. Le MENARO conduira des enquêtes et évaluations axées sur l'humanitaire pour une meilleure compréhension de l'impact des crises prolongées sur les enfants vulnérables.

50. Face aux bouleversements, aux crises humanitaires prolongées dans la région ainsi qu'à leurs incidences sur les enfants et jeunes vulnérables, le MENARO procédera à un examen régulier de la situation en vue d'une meilleure compréhension, renforcera les activités de sensibilisation et aidera les pays de la région à lutter contre les vulnérabilités imputables aux conflits et à un exercice impossible des droits de l'homme. Il donnera la priorité à la réactivité des réponses aux situations d'urgence au niveau des pays.

51. Le Bureau assurera que les programmes bénéficiant de l'aide de l'UNICEF dans la région mettent plus nettement l'accent sur l'équité et l'égalité des sexes et apportent une valeur ajoutée mesurable et différenciée selon une approche plus cohérente avec les autres organismes des Nations Unies. Il aidera à améliorer la collecte et l'analyse des données, les dispositifs de surveillance, ainsi que les évaluations de programmes et de mesures centrés sur les enfants et axés sur l'équité, de même que les données factuelles et les activités de sensibilisation à l'instauration de systèmes, budgets et politiques sociales en faveur de l'équité via une capacité et une aide technique accrues. Il appuiera l'amélioration de la préparation aux situations d'urgence et de l'organisation des secours, et contribuera au renforcement des capacités afin de garantir en toute équité les droits des enfants à la survie, à la croissance et au développement dans tous les contextes; il améliorera et surveillera l'éducation en termes d'accès et de qualité à tous les stades du développement de l'enfant, l'accent étant mis sur les situations d'urgence, les inégalités entre hommes et femmes ainsi que les inégalités propres au contexte; enfin, il réduira la transmission et l'incidence du VIH, l'accent étant en particulier mis sur les enfants ainsi que les adolescents et adolescentes.

52. Le MENARO contribuera à l'instauration de systèmes améliorés de protection de l'enfance ainsi qu'à la promotion de normes sociales de protection pour prévenir, protéger et surveiller la violence, les mauvais traitements et les négligences infligés aux enfants, une attention particulière étant portée aux inégalités entre les sexes ainsi qu'aux enfants défavorisés. Il aidera également à améliorer la sensibilisation, la communication et les partenariats axés sur l'équité en faveur des droits des femmes et des enfants, ainsi qu'à accroître les capacités des gouvernements, de la



société civile et des principaux partenaires de mobiliser la volonté politique et les ressources pour protéger, respecter et concrétiser les droits des adolescents et adolescentes.

53. **Le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants (CEE/CIS)** continuera d'appuyer et de guider la transformation du rôle de l'UNICEF au niveau des pays en vue d'une participation plus pertinente et plus stratégique. Avec un projet de budget-programme de 1,5 million de dollars au titre des ressources ordinaires et un plafond de 20 millions de dollars au titre des autres ressources, le Bureau encouragera l'intégration sociale des groupes les plus marginalisés et socialement exclus via un accroissement des données factuelles et analyses qui facilitent les débats nationaux sur les disparités et leurs causes avec les gouvernements, le secteur privé et la communauté internationale. Il appuiera les réformes du secteur public et les dispositifs atteignant les plus vulnérables via l'accès équitable aux activités de qualité couvrant le développement du jeune enfant, l'éducation, la santé et les services de protection de l'enfance, ainsi que la gestion efficace des finances publiques. Il aidera également les enfants et adolescents à faire entendre leurs voix via des systèmes de surveillance des droits des enfants, et donnera aux enfants et adolescents ainsi qu'à leurs familles les moyens d'exiger et de garantir l'exercice de leurs droits.

54. Le Bureau aidera les pays relevant de son action à recadrer leurs systèmes et services publics pour atteindre les groupes les plus vulnérables et offrir un accès plus équitable aux services destinés aux enfants couvrant la survie, la santé, le développement, l'éducation et la protection, y compris sociale; lutter contre le VIH/sida parmi les adolescents les plus à risque; et aider les pays à parvenir à l'élimination de la transmission de la mère à l'enfant du VIH. Il aidera les pays à bâtir des systèmes de santé proposant des dispositifs, efficaces et fondés sur des données factuelles, de services aux groupes les plus vulnérables, en mettant l'accent sur la santé et la survie maternelle et infantile, le développement et la protection de l'enfance, ainsi que les interventions efficaces de santé publique. Il aidera à élaborer et à diffuser des approches novatrices et efficaces pour améliorer progressivement le degré d'intégration ainsi que la qualité et la pertinence des systèmes d'éducation de base, notamment l'apprentissage du jeune enfant.

55. Le Bureau aidera les gouvernements nationaux à élaborer des systèmes efficaces de protection de l'enfance contrecarrant la violence, la séparation des familles ainsi que la détention, notamment pour les groupes les plus vulnérables. Il aidera les gouvernements dans leurs réformes en cours de régimes de protection sociale et de gestion des finances publiques et les amènera à tenir toujours plus compte des enfants et à donner la priorité à l'intégration sociale des enfants vulnérables appartenant aux groupes marginalisés tels que les Roms. Conformément aux Devoirs fondamentaux de l'UNICEF vis-à-vis des enfants en situation de crise et au cadre mondial pour l'équité, les stratégies politiques et programmatiques seront élaborées et mises en avant pour renforcer l'analyse des risques, la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours ainsi que la réduction des risques de catastrophe.

56. L'UNICEF collaborera avec le Gouvernement de la Fédération de Russie via une nouvelle forme de participation, compte étant tenu des ressources du pays et de son rôle sur la scène mondiale, tout en comblant les lacunes critiques sur la voie de la réalisation des objectifs liés aux droits des enfants et en œuvrant à la création

d'un Comité national à plus long terme. Ce rôle nouveau, qui couvrira des activités de sensibilisation et de mobilisation des ressources, s'appuiera sur les ressources du programme du Bureau. Le plafond « autres ressources » du Bureau tiendra compte du plafond supplémentaire requis pour couvrir les activités de mobilisation de ressources et de sensibilisation en rapport avec le nouvel engagement de l'UNICEF dans la Fédération de Russie pour l'exercice 2012-2013.

#### IV. Programmes multinationaux

57. L'UNICEF propose de maintenir un plafond « autres ressources » pour les programmes multinationaux, de sorte qu'il puisse accepter des contributions qui n'entrent pas précisément dans le cadre des plafonds « autres ressources » pour les bureaux de pays, les bureaux régionaux et le siège. Ces programmes ont pour objectif principal de permettre au Fonds de saisir les nouvelles occasions de venir en aide aux enfants qui se font jour aux niveaux régional, multinational, national, et, dans des cas exceptionnels, mondial, en sus des programmes visés par les plafonds approuvés dans le cadre de chacun des programmes de pays. Ce mécanisme offre la souplesse voulue pour recevoir et affecter de nouvelles contributions, d'un montant souvent élevé, couvrant plusieurs pays, qui se justifient par le fait qu'elles permettent à l'UNICEF de mobiliser et de déployer des ressources supplémentaires avec souplesse afin d'atteindre plus vite ou de façon plus efficace les buts et objectifs clefs du PSMT. Le plafond ventilé par domaine du programme est résumé dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3  
**Programmes multinationaux**  
(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Autres ressources</i>	
	<i>Plafond approuvé 2010-2011</i>	<i>Plafond proposé 2012-2013</i>
Survie et développement des jeunes enfants	90 000	135 000
Éducation de base et égalité des sexes	5 000	25 000
Le VIH/sida et les enfants	30 000	10 000
Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et les mauvais traitements	10 000	5 000
Promotion des politiques et partenariats pour les droits des enfants	5 000	5 000
Autres activités de sensibilisation et d'élaboration de programmes	5 000	5 000
Action humanitaire et relèvement rapide	15 000	15 000
<b>Total</b>	<b>160 000</b>	<b>200 000</b>

58. Au cours de l'exercice biennal 2010-2011, l'UNICEF a pu allouer un total de 4 761 399 178 dollars au titre des autres ressources, dont 32 % ont servi dans des situations d'urgence et 68 % dans le financement des programmes ordinaires. Sur la somme consacrée aux programmes ordinaires, 86 % ont été alloués aux plafonds « autres ressources » des programmes de pays approuvés par le Conseil

d'administration et 14 % ont été alloués aux trois catégories de plafonds « autres ressources » pour la sensibilisation, l'élaboration de programmes et les programmes multinationaux : siège (9 %); bureaux régionaux (3 %) et programmes multinationaux par grand domaine de programme (1 %). Le présent projet fixe à 200 millions de dollars le plafond « autres ressources » pour les programmes multinationaux par grand domaine de programme pour l'exercice biennal 2012-2013, en plus des autres plafonds « autres ressources » proposés plus haut pour le siège et les bureaux régionaux.

## V. Projet de décision

### Projet de budget des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013

58. Il est recommandé que le Conseil d'administration adopte le projet de décision ci-après concernant le projet de budget des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013 au titre des activités du programme :

*Le Conseil d'administration,*

*Décide :*

a) D'approuver pour le siège et les bureaux régionaux, pour l'exercice biennal 2012-2013, un budget-programme d'un montant de 31 600 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires qui sera utilisé pour la sensibilisation et l'élaboration de programmes. Ce montant sera réparti comme suit :

	(Milliers de dollars É.-U.)
<i>Sièges</i>	
Programmes . . . . .	4 400
Politiques et pratiques . . . . .	3 650
Bureau des programmes d'urgence . . . . .	1 050
Communication . . . . .	7 900
Bureau de l'évaluation . . . . .	2 200
Alliances avec le secteur public et mobilisation des fonds publics (New York, Bruxelles et Tokyo). . . . .	100
Collecte de fonds et partenariats dans le secteur privé (Genève et New York) . . . . .	600
Bureau du Directeur général . . . . .	600
Bureau de la recherche . . . . .	1 800
Approvisionnements . . . . .	1 000
<b>Total partiel . . . . .</b>	<b>23 300</b>
<i>Bureaux régionaux</i>	
Afrique de l'Est et Afrique australe . . . . .	1 500
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale . . . . .	1 500
Amériques et Caraïbes . . . . .	950

	<i>(Milliers de dollars É.-U.)</i>
Asie de l'Est et Pacifique . . . . .	950
Asie du Sud . . . . .	950
Moyen-Orient et Afrique du Nord. . . . .	950
Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants . . . . .	1 500
<b>Total partiel . . . . .</b>	<b>8 300</b>
<b>Total . . . . .</b>	<b>31 600</b>

b) D'approuver un plafond de 633 910 000 dollars pour le budget-programme à financer au moyen des autres ressources pour l'exercice biennal 2012-2013, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales. Ce montant sera réparti comme suit :

	<i>(Milliers de dollars É.-U.)</i>
Siège . . . . .	278 600
Bureaux régionaux . . . . .	155 310
Programmes multinationaux . . . . .	200 000
<b>Total . . . . .</b>	<b>633 910</b>

c) Si nécessaire, d'autres ressources dépassant les montants indiqués pour chaque domaine d'activité et région pourront être reçues à condition que le montant total des fonds reçus ne dépasse pas les limites approuvées.